



**MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Gendarmerie nationale

**Commandement de la gendarmerie
pour la Polynésie française**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

RELATIF A LA RÉFECTION DES TOITURES DE LA GENDARMERIE DE MOOREA

REPRÉSENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR (RPA) :

COMMANDANT DE LA GENDARMERIE POUR LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

CONDUCTEUR D'OPÉRATION :

SECTION DE L'IMMOBILIER ET DU LOGEMENT

N°03_2025_REFECTION TOITURE GENDARMERIE MOOREA

MARCHE A PROCÉDURE ADAPTÉE

Passé selon une procédure adaptée en application des articles L.2123-1, R.2123-1, R.2123-4 à R.2123-6,
R.4191-13 et R.4191-14 du code de la commande publique.

**Commandement de la gendarmerie
pour la Polynésie française**

Bureau des Soutiens et des Finances

Section de l'Immobilier et du Logement

BP 60114 – 98702 Faa'a

sil.bsf.comgendpf@gendarmerie.interieur.gouv.fr

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	4
1.1 – OBJET DU MARCHÉ- EMPLACEMENT DES TRAVAUX.....	4
1.2 – NOMENCLATURE.....	4
1.3 – LOTS	4
1.4 – TRANCHE FERME ET TRANCHE CONDITIONNELLE.....	4
1.5 – MAÎTRISE D’ŒUVRE.....	4
1.6 – ORGANISME RESPONSABLE DU MARCHÉ	5
ARTICLE 2 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	5
2.1 – PIÈCES PARTICULIÈRES.....	5
2.2 – PIÈCES GÉNÉRALES.....	5
ARTICLE 3 – DURÉE DU MARCHÉ.....	6
3.1 – DURÉE DU MARCHÉ – DÉLAI D’EXÉCUTION DES TRAVAUX.....	6
3.2 – PROLONGATION DU DÉLAI D’EXÉCUTION.....	6
ARTICLE 4 – VARIANTES - OPTIONS.....	6
4.1 – VARIANTES.....	6
4.2 – OPTIONS.....	6
ARTICLE 5 – PRIX DU MARCHÉ.....	6
5.1 – BASE DES PRIX.....	6
5.2 – FORME DES PRIX.....	8
5.3 – VARIATION DANS LES PRIX.....	8
5.4 – CONTRÔLE DES PRIX	8
ARTICLE 6 – PÉNALITÉS.....	9
6.1 – PÉNALITÉS POUR RETARD.....	9
6.2 – PÉNALITÉS JOURNALIÈRES.....	9
6.3 – EXCLUSION DES PÉNALITÉS.....	9
ARTICLE 7 – AVANCES - ACOMPTES.....	9
7.1 – AVANCES.....	9
7.2 – ACOMPTES.....	10
ARTICLE 8 – MODALITÉS DE RÈGLEMENT.....	10
8.1 – FACTURATION.....	10
8.2 – CERTIFICATION « SERVICE FAIT ».....	11
8.3 – PAIEMENT	11
8.4 – RÉCUSATION.....	11
8.5 – COORDONNÉES DU COMPTABLE ASSIGNATAIRE	11
8.6 – INTÉRÊTS MORATOIRES	11
ARTICLE 9 – RETENUE DE GARANTIE OU GARANTIE A PREMIÈRE DEMANDE.....	12
9.1 – RETENUE DE GARANTIE.....	12
9.2 – GARANTIE À PREMIÈRE DEMANDE.....	12

ARTICLE 10 – SOUS-TRAITANCE.....	12
ARTICLE 11 – CONDITIONS D’ACCÈS.....	12
ARTICLE 12 – RESPONSABILITÉS.....	12
ARTICLE 13 – CORRESPONDANTS DU TITULAIRE.....	13
ARTICLE 14 – PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX.....	13
14.1 – PÉRIODE DE PRÉPARATION – PROGRAMME D’EXÉCUTION DES TRAVAUX.....	13
14.2 – PLANS D’EXÉCUTION – NOTES DE CALCULS – ÉTUDES DE DÉTAIL	14
14.3 – MESURES D’ORDRE SOCIALES – LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULÉ.....	14
14.4 – DISPOSITIONS EN MATIÈRE D’INSERTION ET/OU DE LUTTE CONTRE LE CHÔMAGE ET/OU DE PROTECTION DE L’ENVIRONNEMENT	14
ARTICLE 15 – CONTRÔLE ET RÉCEPTION DES TRAVAUX.....	15
15.1 – ESSAIS ET CONTRÔLE DES OUVRAGES EN COURS DES TRAVAUX.....	15
15.2 – RÉCEPTION.....	15
15.3 – DOCUMENTS FOURNIS APRÈS EXÉCUTION	15
15.4 – DÉLAI DE GARANTIE.....	16
15.5 – GARANTIES PARTICULIÈRES.....	16
15.6 – ASSURANCES DOMMAGES - OUVRAGE	16
ARTICLE 16 – RÉSILIATION DU MARCHÉ.....	16
ARTICLE 17 – EXÉCUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE.....	16
ARTICLE 18 – DÉROGATIONS AU CCAG/TRAVAUX.....	17

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 – OBJET DU MARCHÉ- EMBLEMEMENT DES TRAVAUX

Le marché a pour objet le remplacement de sept toitures de la brigade de gendarmerie de Moorea, La description des ouvrages et leurs spécificités techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1.2 – NOMENCLATURE

Les codes de classification du vocabulaire commun des marchés (code CPV) sont :

- ✓ **45111000-8 « Démolition, préparation et dégagement chantier »**
- ✓ **45232130-2 « Travaux de canalisations des eaux pluviales »**
- ✓ **45261900-3 « Réparation et entretien de toiture »**
- ✓ **45261100-5 « Travaux de charpente »**
- ✓ **45330000-9 « Travaux de plomberie »**

1.3 – LOTS

Sans objet

1.4 – TRANCHE FERME ET TRANCHES OPTIONNELLES

Sans objet

1.5 – MAÎTRISE D'ŒUVRE

La maîtrise d'œuvre est assurée par le chargé Immobilier du commandement de la gendarmerie pour la Polynésie française.

Stéphane METAYER

Tel : 40.46.72.50 - GSM : 87.79.16.26

Email : sil.bsf.comgendpf@gendarmerie.interieur.gouv.fr

1.6 – ORGANISME RESPONSABLE DU MARCHÉ

Le commandement de la gendarmerie pour la Polynésie française agit en qualité de R.P.A pour toutes les formalités suivantes :

- notification des actualisations de prix,
- suivi de l'exécution du marché ;
- établissement des avenants,
- décompte des pénalités,
- résiliation du marché.

ARTICLE 2 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par ordre de priorité décroissante, le marché est constitué des pièces contractuelles suivantes :

2.1 – PIÈCES PARTICULIÈRES

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles ;

- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Le programme ou le calendrier détaillé d'exécution des travaux comportant les dates de début et de fin de travaux.
- Les éléments de décomposition de l'offre financière du titulaire ainsi que ceux qui seraient rendus contractuels lors de la mise au point du marché :
- Les devis ;
- Les éléments de décomposition de l'offre technique du titulaire ainsi que ceux qui seraient rendus contractuels lors de la mise au point du marché :
- La mise au point technique du marché.

2.2 – PIÈCES GÉNÉRALES

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021. Ce document, bien que non joint au marché, est réputé bien connu et le titulaire du marché reconnaît expressément son caractère contractuel ;

ARTICLE 3 – DURÉE DU MARCHÉ

3.1 – DURÉE DU MARCHÉ – DÉLAI D'EXÉCUTION DES TRAVAUX

Le délai d'exécution de chaque lot est stipulé à l'acte d'engagement et ne devra pas excéder **120 jours calendaires** à compter de la date de notification de l'ordre de service de la tranche.

La date de début des travaux est précisée par ordre de service. Il est également prévu un calendrier prévisionnel d'exécution et un calendrier détaillé d'exécution.

3.2 – PROLONGATION DU DÉLAI D'EXÉCUTION

Dans le cas où le titulaire du lot serait dans l'impossibilité d'intervenir dans le délai fixé par le planning pour des raisons matérielles (commande de matériaux non reçue), il devra fournir tous les éléments justifiant de la commande et de la prise en compte des délais de livraison au regard de ce planning. Le délai d'exécution ne pourra être prolongé qu'à cette seule condition.

ARTICLE 4 – VARIANTES - OPTIONS

4.1 - VARIANTES

En sus de l'offre de base, il est possible de proposer une solution technique alternative. Le pouvoir adjudicateur jugera les offres de bases, mais se laisse le droit d'opter pour la variante lors de la notification du marché. Le cas échéant, la variante devra faire état d'un mémoire technique complémentaire.

4.2 – OPTIONS

Sans objet.

ARTICLE 5 – PRIX DU MARCHÉ

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois qui précède celui de la date limite de réception des offres. Ils sont exprimés en francs pacifique HT et TTC.

5.1 - BASE DES PRIX

Les prix comprennent tous les travaux et fournitures de toutes natures destinés à constituer un ensemble complètement terminé.

Ils devront être exécutés suivant les règles de l'art et conformément aux normes et avis techniques en vigueur à la date de la réalisation des travaux.

Ces prix ne sont valables que pendant la durée du marché stipulée dans l'acte d'engagement. Ils s'appliquent à l'unité de mesure sans que celle-ci puisse être affectée d'aucune plus-value ou majoration.

Les prix tiennent compte :

- de l'obligation faite aux entrepreneurs et à leurs personnels de se conformer aux consignes et règlements édictés par le chef de corps ou d'établissement, relatifs à la police et à la sécurité intérieure de l'immeuble dans lequel les travaux sont exécutés ;
- des dépenses liées aux mesures de sécurité particulières à prendre du fait des risques d'interférence entre les travaux, objet du présent marché, et les activités de l'organisme utilisateur du ministère des Armées ;
- du déroulement d'autres chantiers, dans l'enceinte desquels l'entrepreneur devra intervenir, selon les modalités qui seront arrêtées par le représentant du maître d'œuvre et en concertation avec les titulaires des marchés correspondants ;
- le cas échéant, des dépenses liées à l'application des mesures de sécurité et de protection de la santé, et particulièrement au PGCSPS.
- de tous les frais afférents à l'exécution des prestations et à la livraison des équipements définis aux CCTP, et notamment les frais liés :
 - à l'encadrement ;
 - aux frais généraux, charges sociales, risques industriels, bénéfices, etc.... ;
 - à l'assistance au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre par le titulaire du présent marché au cours des instructions des dossiers transmis pour autorisations ou avis aux autorités administratives,
 - à la reprise aux frais du titulaire des études et des travaux résultant d'avis défavorable ou des réserves émises lors de la délivrance de ces autorisations et avis administratifs,
 - aux essais et qualifications ;
 - à toutes primes ou indemnités de sujétions diverses versées au personnel, liées à la nature, au lieu, à l'horaire ou à la durée de travail ; notamment pour heures supplémentaires, de nuit, de week-end et/ou de jour férié ;
 - au déplacement du personnel ;
 - à l'organisation du chantier, la préparation, l'ordonnancement, la planification et le suivi des prestations ;
 - aux dispositions nécessaires liées à la prévention relative à l'épidémie COVID 19 ;
 - aux moyens techniques et matières consommables nécessaires pour réaliser les prestations ;
 - aux matières, matériels et produits divers mis en œuvre pour réaliser les prestations, sauf exceptions explicitement mentionnées dans le CCTP ;
 - aux dépenses liées à la desserte du chantier et l'amenée des fluides et énergie ainsi que l'évacuation des eaux pluviales et usées quelles que soient leurs origines ;
 - aux outillages y compris outillages spéciaux, sauf exceptions explicitement mentionnées dans le CCTP ;

- à la protection des installations non concernées par le présent marché mais pouvant être dégradées lors de la livraison, du déchargement et des qualifications des équipements ;
- à toute remise en état d'installation dégradée lors de la réalisation des prestations et, en particulier, consécutive à l'absence ou à l'inefficacité des protections mises en place par le fournisseur lors de la livraison ;
- à l'enlèvement et la destruction des déchets, liquides et solides, dont la production est liée à l'activité du contrat ;
- au conditionnement, à l'emballage, aux moyens de manutention et à la manutention ;
- à l'assurance ;
- au stockage ;
- aux garanties ;
- au maintien en état de propreté des zones de livraison jusqu'à la réception du marché,
- aux coûts de transmission des documents d'études, au format papier, au maître d'œuvre, au contrôleur technique, au conducteur d'opération et aux éventuels AMO,
- du coût de la main d'œuvre, de 7h à 18h, du lundi au vendredi (hors jours fériés) ;
- des fournitures nécessaires incluant les frais généraux et le bénéfice ;
- du coltinage à l'intérieur des bâtiments avec montage ou descente à toute hauteur, compris les échafaudages, nacelles et appareils de levage ;
- de l'amortissement et de la manutention du matériel et de l'outillage nécessaire à l'exécution des ouvrages ;
- de l'enlèvement compris montage, descente et coltinage des déchets des matériaux mis en œuvre ;
- du nettoyage des lieux, accès et abords, en cours et en fin de travaux, ou de leur protection au moyen de toiles ou bâches ;
- des mesures de protection et de lutte contre l'incendie ;
- de l'exécution à la lumière artificielle et en espace restreint ;
- de l'exécution dans des locaux occupés, en service ou encombrés ;
- des marges et bénéfices de l'entreprise ;
- des contraintes HSIE inhérentes aux travaux ;
- de la mise en décharge agréée (frais inclus) des matériaux et matériels déposés ;

Les mesures nécessaires au chiffrage des lots devront faire l'objet d'un mesurage lors de la visite des lieux et ne pourront faire l'objet d'une plus-value en cas d'erreur de l'entrepreneur.

5.2 – FORME DES PRIX

Les prix sont forfaitaires et détaillés dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF).

5.3 - VARIATION DANS LES PRIX

Les prix sont fermes et actualisables.

Si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date de fixation du prix du soumissionnaire et la date de début d'exécution des travaux, le prix sera actualisé pour tenir compte de l'inflation.

L'actualisation se fera aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de début d'exécution des travaux.

Le prix de chaque tranche optionnelle sera actualisé lors de l'affermissement de la tranche.

Le mode de calcul de l'actualisation des prix est la suivante :

$$P = P_0 \times \frac{BT}{BT_0}$$

P : Prix actualisé

P_0 : Prix initial du lot de référence

BT_0 : Index BT du mois d'établissement du lot de références

BT : Index BT du mois de l'actualisation.

5.4 – CONTRÔLE DES PRIX

Le titulaire s'engage à fournir à l'administration toutes les justifications relatives aux prix pratiqués ainsi que la décomposition de ces prix en leurs différents éléments.

ARTICLE 6 PÉNALITÉS

6.1 – PÉNALITÉS POUR RETARD

Les stipulations des articles 19.1 à 19.3 du CCAG Travaux s'appliquent.

6.2 PÉNALITÉ JOURNALIÈRE

En cas de retard :

- sur le délai d'exécution propre au lot concerné : 1/3000ème du montant hors taxes/jour, le montant des pénalités ne pouvant excéder 10 % du montant total hors taxes du lot ou de la tranche considérée.

Ces dispositions s'appliquent aux délais intermédiaires définis dans le calendrier d'exécution. Cependant, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de suspendre ces pénalités dans le cas où le retard serait résorbé.

En cas de retard de livraison des matériaux indispensables à l'exécution du chantier, et sur justificatifs, les pénalités de retard feront l'objet d'une étude particulière au cas par cas.

6.3 EXCLUSION DES PÉNALITÉS

Sont exclus des pénalités :

- les cas de force majeure déterminés par les textes officiels en vigueur ;
- tout fait d'un tiers échappant au contrôle du prestataire ;
- tout fait de l'administration elle-même, notamment en cas de non respect des engagements souscrits par elle dans le cadre de ce marché ;
- toute condition inhabituelle d'exploitation (intempéries à caractère exceptionnel...)

A l'occasion de tels événements, le titulaire recherche avec le maître d'ouvrage toutes les mesures afin d'éviter un arrêt définitif des prestations et d'assurer la poursuite d'une exploitation, même partielle, après avoir fixé de nouvelles conditions contractuelles adaptées aux circonstances créées par le cas de force majeure, les pénalités ci-dessus n'étant pas applicables.

ARTICLE 7 – AVANCES – ACOMPTES

7.1 – AVANCES

Conformément aux articles R2191-3 à R2191-5 et R2191-7 du décret n° 2018-1075 du 03/12/2018 en vigueur, il est accordé au titulaire (sauf avis contraire de sa part exprimé dans l'acte d'engagement) le versement d'une avance.

Le montant de l'avance accordée est fixée à 30 % du montant initial toutes taxes comprises du marché.

L'avance est versée dans un délai maximum de 30 jours à compter de la date de notification de l'ordre de service.

Le remboursement de l'avance s'effectue au rythme de la facturation des acomptes par précompte sur les sommes dues.

Le montant de remboursement de l'avance devra apparaître sur chaque facture d'acompte.

Le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant du marché TTC.

En cas de nouvelles dispositions de versement des avances, ces dernières s'appliqueront d'office dès la publication du/ou des textes officiels.

7.2 – ACOMPTES

Le présent marché prévoit le versement d'acomptes sur les prestations ayant donné lieu à un commencement d'exécution du marché.

Le versement des acomptes sera mensuel, à condition que l'exécution des prestations réalisées forme un ensemble cohérent.

Avant toute mise en paiement d'un acompte, un procès-verbal de réception partielle sera établi conjointement entre le titulaire et le maître d'œuvre.

La retenue de garantie est prélevée par fraction sur les acomptes.

Les factures d'acomptes devront détailler les prestations réalisées, le montant de la fraction de la retenue de garantie, et, le cas échéant, indiquer le montant du précompte du remboursement de l'avance versée.

ARTICLE 8 – MODALITÉS DE RÈGLEMENT

8.1 – FACTURATION

Dans le cadre de la modernisation de l'État, l'administration a décidé de s'engager dans la dématérialisation du traitement des factures.

8.1.1 Transmission électronique

L'obligation de transmettre des factures dématérialisées prévue au I de l'article 1^{er} de l'ordonnance du 26 juin 2014 s'applique à tous les titulaires de contrats conclus avec des personnes publiques soumises à l'obligation de réception des factures dématérialisées.

Elle s'applique aux fournisseurs ayant la personnalité juridique, quelle que soit leur nature juridique : personnes morales de droit privé, personnes morales de droit public, personnes physiques ou professions libérales.

Le titulaire transmet ses factures en version dématérialisée via le portail CHORUS-PRO :

<https://www.chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures peuvent être dématérialisées par Échange de Données Informatiques (EDI), déposées sous format .pdf directement sur le portail CHORUS-PRO ou encore saisies directement sur le portail.

Un kit de communication sur la solution de facturation dématérialisée est disponible sur ce portail.

Ce procédé a pour avantage d'offrir :

- des gains de frais d'impression, d'acheminement et de stockage ;
- une réduction du temps de traitement des factures ;
- des gains environnementaux (réduction de l'empreinte carbone) ;
- des gains de traçabilité et de sécurité de la facturation (intégration automatique de la facture au système comptable, suivi du traitement de la facture, et garantie de réception des factures).

S'informer sur CHORUS PORTAIL PRO :

site internet : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr> .

8.1.2 Mentions obligatoires

Pour le traitement de chaque facture, il est **impératif** d'y porter les mentions listées ci-dessous :

<u>Au titre du code général des impôts¹ :</u> <ul style="list-style-type: none">• Date de facture• Numéro d'Identifiant unique de la facture• Raison sociale et adresse du titulaire• N° Tahiti• Montant TTC et HT• Taux de TVA appliqué et montant• Mention « avoir » s'il s'agit d'un avoir <small>1. article 242 nonies A de l'annexe II au CGI, en application de l'article 128 du CGI.</small>	ET	<u>Pour le traitement de votre facture :</u> <ul style="list-style-type: none">• La référence de l'engagement juridique (numéro d'EJ : 10 caractères numériques) communiqué lors de la notification d'attribution du marché.• Le code du service exécutant (code SE) : PRFCSP0987.
---	-----------	--

Le bon de commande est l'engagement juridique de l'État. Toute commande passée autrement que par l'émission d'un bon de commande par le Centre de Services Partagés Interministériel (CSPI) est non conforme.

Ce numéro permet au CSPI d'identifier de manière automatique le service et l'imputation budgétaire concernés et reste une condition nécessaire pour un traitement rapide.

8.2 – CERTIFICATION « SERVICE FAIT »

Le procès verbal d'admission des prestations établi par le corps concerné vaut exécution du service fait et donne droit à un paiement.

8.3 – PAIEMENT

Le titulaire ne peut faire parvenir ses factures à l'administration que lorsqu'un ensemble cohérent est achevé.

Toute prestation assortie d'une réception définitive donne lieu à paiement.

Le délai maximum de paiement est de trente (30) jours à compter de la réception de la facture. Les sommes payées après l'expiration de ce délai sont majorées d'intérêts moratoires.

8.4 – RÉCUSATION

En cas de contestation sur le montant des sommes dues, le R.P.A fait payer dans le délai de trente (30) jours, les sommes qu'il a admises. Le complément est payé, le cas échéant, après règlement du différent ou du litige.

Toutefois, si le R.P.A n'est pas en mesure, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de contrôle, de vérification et de réception ou à toute autre opération nécessaire au paiement, ledit délai est prolongé d'une période égale au retard qui en résulte.

8.5– COORDONNÉES DU COMPTABLE ASSIGNATAIRE

Monsieur l'administrateur des Finances Publiques pour la Polynésie française
27 rue Anne-Marie Javouhey
BP 86
98713 PAPEETE

8.6– INTÉRÊTS MORATOIRES

Le dépassement du délai de paiement prévu au présent article, ouvre de plein droit au titulaire, le bénéfice d'intérêts moratoires.

ARTICLE 9 – RETENUE DE GARANTIE OU GARANTIE À PREMIÈRE DEMANDE

9.1– RETENUE DE GARANTIE

Le marché prévoit une retenue de garantie à hauteur de 5 % du montant initial du marché toutes taxes comprises. Le montant sera prélevé par fractions sur chaque facture d'acompte.

Le remboursement de la retenue de garantie interviendra au plus tard 30 jours à compter de la date d'expiration de la garantie. Néanmoins, en cas de réserves non levées avant la date d'expiration de la garantie, le remboursement intervient dans un délai de 30 jours après la date de leur levée.

Tant que les réserves ne sont pas levées, la retenue de garantie n'est pas restituée.

9.2 – GARANTIE À PREMIÈRE DEMANDE

Le titulaire du marché peut substituer, pendant toute la durée du marché à la retenue de garantie une garantie à première demande.

La garantie de substitution est établie selon le modèle fixé par l'arrêté du 22 mars 2019.

La garantie de substitution est constituée pour le montant total du marché. Elle ne peut être supérieure au montant de la retenue de garantie qu'elle remplace.

Dans l'hypothèse où la garantie de substitution ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée par l'acheteur.

Lorsque la garantie de substitution est constituée après la date fixée à l'alinéa précédent, les montants déjà prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au titulaire.

L'établissement ayant accordé sa garantie à première demande est libéré au plus tard 30 jours après expiration du délai de garantie, sauf en cas de réserves notifiées au titulaire du marché pendant le délai de garantie, non levées avant l'expiration de ce délai, l'établissement est libéré de son engagement un mois au plus tard après la date de leur levée.

ARTICLE 10 – SOUS-TRAITANCE

En cas de sous-traitance, l'entrepreneur principal, titulaire du marché, devra scrupuleusement suivre la procédure prévue et explicitée par les textes encadrant cette pratique. Le respect de la réglementation sur ce sujet devra être scrupuleusement respecté.

Les sous-traitants devront être déclarés conformément à la réglementation relative à la sous-traitance.

L'entreprise devra respecter dans ses éventuelles déclarations de sous-traitance les délais spécifiés dans la réglementation ou les pièces écrites administratives de la consultation.

Les sous-traitants devront avoir des personnels qualifiés pour effectuer les travaux dans le respect des exigences décrites dans le présent document, mais aussi et si nécessaire, bénéficier de toutes les qualifications spécifiques selon les matériaux transformés et posés dans le cadre de cette opération.

Les éventuels sous-traitants devront établir aussi les PPSPS ad hoc, qui seront visés par l'entreprise titulaire du marché avant diffusion.

Si en cours de chantier, l'entreprise décidait de sous-traiter une partie de ses prestations alors qu'elle avait déclaré ne pas y avoir recours, et sous réserves de l'accord du Maître d'ouvrage, elle devra en faire la déclaration immédiatement et ne pas faire intervenir du personnel ou une entreprise tierce non agréée. De ce fait, l'entrepreneur devra supporter les éventuels coûts supplémentaires ou de coordination en matière d'hygiène et de sécurité, qui viendraient à découler de la nouvelle situation créée de son fait.

ARTICLE 11 – CONDITIONS D'ACCÈS

Tous les personnels des entreprises devront être munis :

- d'une carte d'identité ou d'un titre de travail pour les ouvriers étrangers ;
- de la carte grise du ou des véhicules entrant dans la caserne.

Des contrôles inopinés de corrélation avec le registre unique du personnel pourront être opérés à tout moment par l'inspection du travail. La gendarmerie s'autorise à interdire l'accès à tout personnel dont elle juge que la présence dans une emprise militaire n'est pas compatible avec la sécurité de celle-ci.

ARTICLE 12 – RESPONSABILITÉS

Le titulaire du marché assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, il est seul responsable des dommages :

- causés directement ou indirectement pendant ses interventions :
 - ✓ à son personnel ou à des tiers,
 - ✓ à ses biens, aux biens appartenant à la gendarmerie ou à des tiers,
- causés par la carence des produits utilisés et se produisant en dehors de ses interventions.

Après son intervention, le titulaire remet dans l'état de propreté trouvé à son arrivée les locaux dans lesquels il a été amené à intervenir.

Sont exclus de la responsabilité du titulaire, sous bénéfice des preuves apportées par celui-ci, les dommages et conséquences dus à l'intervention perturbatrice d'un tiers que le titulaire n'a pas eu matériellement la possibilité d'empêcher.

La responsabilité du titulaire peut être dérogée lorsque la preuve établie démontre qu'il a été dans l'impossibilité matérielle d'assurer sa prestation par le fait de causes non imputables à sa prestation (destruction par des tiers, vol, sinistres, etc...).

L'attestation d'assurance telle que prévue à l'article 15.6 ci-dessous, doit obligatoirement être fournie au plus tard à réception de la notification du marché.

ARTICLE 13 - CORRESPONDANT DU TITULAIRE

Le R.P.A est seul habilité à effectuer toutes les opérations administratives relatives à l'exécution du présent marché.

Les interlocuteurs privilégiés du titulaire du marché pour tous les aspects techniques relatifs aux prestations sont :

- Stéphane METAYER
Tel : 40.46.72.50 - GSM : 87.79.16.26
sil.bsf.comgendpf@gendarmerie.interieur.gouv.fr
- Maréchal des logis-chef Nicolas MARI
40.46.72.52
sil.bsf.comgendpf@gendarmerie.interieur.gouv.fr

ARTICLE 14 – PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX

14.1 – PÉRIODE DE PRÉPARATION – PROGRAMME D'EXÉCUTION DES TRAVAUX

Conformément à l'article 28 du CCAG travaux, il est fixé une période de préparation de deux mois. Un ordre de service précise la date à partir de laquelle démarre cette période.

Elle s'effectue dans les conditions de l'article 28.1 du CCAG et à la diligence respective du maître d'œuvre et de l'entrepreneur lorsque les travaux sont allotés.

Conformément à l'article 28 du CCAG, l'entrepreneur devra dresser un programme d'exécution des travaux, comportant notamment le calendrier d'exécution, le projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, le plan de sécurité et d'hygiène ainsi que les dispositions utiles pour obtenir la qualité requise des ouvrages telles que définies à l'article 28.4 du CCAG.

Le titulaire n'est pas tenu d'établir un plan d'assurance qualité du chantier.

Par dérogation à l'article 28.2.2 du CCAG travaux, l'ensemble des éléments du programme d'exécution des travaux est soumis pour visa du maître d'œuvre dans le mois qui suit la date de démarrage de la période de préparation. L'absence de remise des plans d'hygiène et de sécurité fait obstacle au commencement de la réalisation des travaux.

Conformément au dernier alinéa de l'article 28.2.2 du CCAG travaux, l'attente du visa après notification du programme au maître d'œuvre ne fait pas obstacle à l'exécution des travaux si l'ordre de service de démarrage de travaux est notifié au titulaire.

A l'issue de la période de préparation, il sera délivré un ordre de service de démarrage de l'exécution des travaux.

14.2 – PLANS D'EXÉCUTION – NOTES DE CALCULS – ÉTUDES DE DÉTAIL

Il est précisé que le maître d'œuvre n'est pas chargé des études d'exécution des ouvrages.

Si l'entrepreneur est chargé de l'établissement de tout ou partie des études d'exécution des ouvrages, ces documents seront soumis au visa du maître d'œuvre et au visa du contrôle technique,

s'il y a lieu, et préalablement à la réalisation des travaux dans les conditions définies à l'article 29 du CCAG.

Le titulaire a parfaitement pris connaissance de l'ensemble des pièces techniques sur la base desquelles il a élaboré son offre.

Il admet que l'ensemble des études complémentaires permettant la parfaite réalisation des travaux procède des études d'exécution à sa charge.

Il constate que les documents qui lui ont été ainsi remis lui permettent de procéder aux études d'exécution qui lui incombent, sans pouvoir élever une quelconque réclamation relative à la qualité ou au caractère suffisant de ces documents.

14.3 – MESURES D'ORDRE SOCIAL – LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULÉ

La proportion maximale des ouvriers étrangers par rapport au nombre total des ouvriers employés sur le chantier sera celle prévue par la réglementation en vigueur pour le lieu d'exécution des travaux.

La proportion maximale des ouvriers d'aptitude physique restreinte rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne pourra excéder 10 % (dix pour cent) et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10 % (dix pour cent).

A la demande du maître de l'ouvrage, le titulaire devra lui remettre dans un délai de quinze jours l'enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le chantier établi conformément à l'article 31.5 du CCAG travaux.

14.4 – DISPOSITIONS EN MATIÈRE D'INSERTION ET/OU DE LUTTE CONTRE LE CHÔMAGE ET/OU DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

14.4.1 Dispositions générales

Le titulaire s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de l'environnement dans les conditions définies à l'article 7 du CCAG travaux.

Sur simple demande du représentant du pouvoir adjudicateur, le titulaire s'engage à justifier dans un délai de 8 jours du respect de ces lois et règlements, tant en cours d'exécution du marché que pendant la période de garantie des prestations.

Le titulaire s'engage au respect des dispositions suivantes :

- tri sélectif des déchets
- évacuation quotidienne des déchets et gravats du chantier.

14.4.2 Mesures relatives à la gestion des déchets de chantier

Le titulaire s'engage à procéder au nettoyage des lieux, accès et abords du chantier. Il veillera aux tris éventuels et à l'évacuation des déchets générés par les travaux vers les sites susceptibles de les recevoir.

Il précisera les modalités permettant au maître de l'ouvrage de s'assurer de la traçabilité des déchets et matériaux issus du chantier.

14.4.3 Mesures relatives à la protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays, où cette main d'œuvre est employée.

ARTICLE 15 – CONTRÔLES ET RÉCEPTION DES TRAVAUX

15.1 – ESSAIS ET CONTRÔLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX

Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrage sont prévus par les fascicules intéressés du CCTP.

Les dispositions de l'article 20.4 du CCAG travaux relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits mis en œuvre sont applicables aux essais et contrôle du présent marché.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus que ceux définis par le marché.

Les premiers essais, définis par le maître d'ouvrage seront à la charge de ce dernier. En cas de résultats non satisfaisants, les essais suivants qui s'avèreraient nécessaires seront à la charge de l'entreprise. Le programme ainsi que l'organisme chargé de les réaliser seront dans chaque cas définis par le maître d'ouvrage.

15.2 – RÉCEPTION

La réception est l'acte par lequel le maître d'ouvrage accepte, avec ou sans réserves, l'ouvrage exécuté dans les conditions définies aux articles 41 et suivants du CCAG.

Des réceptions partielles seront réalisées au fur et à mesure de l'avancée de travaux pour chaque ensemble cohérent terminé, afin de permettre les paiements des acomptes.

Les garanties constituées pour la réalisation des différentes parties de l'ouvrage, objet du marché, seront maintenues jusqu'à expiration du délai de garantie du dernier ouvrage réceptionné.

Sauf dispositions figurant au CCTP, la réception définitive ne peut se faire que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves ou de la vérification des performances ou rendements obtenus, lorsque :

- les épreuves ne peuvent être exécutées que postérieurement à la date d'achèvement des travaux ou de remise des ouvrages ;
- les épreuves, ou vérifications ne peuvent être faites qu'à certaines périodes de l'année ;
- sont prévues des performances ou des rendements fixés au préalable avec éventuellement des sanctions ou des bonifications financières en fonction des résultats obtenus.

15.3 – DOCUMENTS FOURNIS APRÈS EXÉCUTION

Le titulaire remet au maître d'œuvre, dans le délai défini ci-dessous, les éléments constitutifs du dossier des ouvrages exécutés (DOE) et les éléments nécessaires à l'établissement du dossier des interventions ultérieures sur l'ouvrage (DIUO) qui le concerne.

Le contenu du DOE est fixé comme suit :

- les plans d'ensemble et de détail, les plans de récolement conformes aux ouvrages exécutés établis par le titulaire.
- les opérations d'entretien à accomplir par le Maître d'ouvrage, la périodicité de ces interventions, les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages, les spécifications de pose, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre établis ou collectés par l'entrepreneur, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements, les dispositifs de sécurité permanents installés avec un plan de localisation.

- les constats d'évacuation des déchets.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG travaux, l'ensemble des documents à remettre après exécution doivent être remis au maître d'œuvre au plus tard 50 jours avant la date fixée pour les essais et opérations de réception.

15.4 – DÉLAI DE GARANTIE

Le délai de garantie d'un an prévu à l'article 44.1 du CCAG ne fait l'objet d'aucune stipulation particulière. Les éventuels constats d'achèvement partiel de travaux ne font pas courir le délai de garantie, ce dernier ne court qu'à compter de la date d'effet de la réception définitive de l'ensemble des travaux. Le titulaire reste ainsi tenu par son obligation contractuelle à l'égard du maître d'ouvrage.

15.5 – GARANTIES PARTICULIÈRES

Le fabricant et/ou fournisseur et l'entrepreneur (applicateur agréé) sont tenus à une garantie solidaire.

Cette garantie engage l'entrepreneur à effectuer à ses frais, pendant le délai fixé et sur simple demande du maître d'ouvrage, toutes les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des produits ou matériaux employés ou d'une mauvaise exécution des travaux.

15.6 – ASSURANCE DOMMAGES - OUVRAGE

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché, et avant tout commencement d'exécution, l'entrepreneur doit justifier qu'il est titulaire :

- d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux ;
- d'une assurance couvrant les responsabilités découlant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code Civil.

ARTICLE 16 – RÉSILIATION DU MARCHÉ

Les dispositions des articles 49 et 50 du C.C.A.G/Travaux sont applicables. Ainsi, lorsque le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais prévus, la résiliation du marché à ses torts peut être prononcée par le RPA sans que ne lui soit versé aucune indemnisation.

La résiliation pour faute du titulaire ne saurait donner lieu au paiement d'indemnités et n'exclut pas l'application des pénalités prévues à l'article 6 du présent cahier.

Dans le cas d'une résiliation sans qu'il y ait faute du titulaire, ce dernier peut prétendre à une indemnisation. Celle-ci doit être présentée dans un délai de deux mois sous peine de forclusion.

ARTICLE 17 – EXÉCUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Le titulaire est impérativement tenu aux obligations contractuelles prévues au présent marché. S'il se trouve dans l'impossibilité d'exécuter les prestations, pour une raison quelconque, il doit en informer le RPA – Bureau des soutiens et des finances – par courriel (bsf.comgendpf@gendarmerie.interieur.gouv.fr) et confirmer par lettre recommandée avec accusé de réception.

Dans cette hypothèse, il peut être fait application de l'article 52 du C.C.A.G/Travaux qui prévoit l'exécution du marché par un autre prestataire aux frais et risques du titulaire en cas d'inexécution par ce dernier de sa prestation, laquelle par nature ne peut souffrir d'aucune interruption.

Le titulaire du marché n'est pas admis à prendre part directement ou indirectement à l'exécution des prestations, réalisées à ses frais et risques par un autre prestataire.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du marché résultant de l'exécution des prestations par un autre prestataire choisi par l'administration est à sa charge. La Diminution des dépenses ne lui profite pas. Si le RPA prend la décision de mettre en œuvre cette procédure, le titulaire en est informé par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 18 – DÉROGATIONS AU CCAG/TRAVAUX

Numéro d'article dérogeant au C.C.A.G./TVX	Numéro d'article du C.C.A.G./TVX
14 .1 période de préparation – programme d'exécution des travaux	28.2.2 du CCAG/TVX
15.3 documents fournis après exécution	40 du CCAG/TVX